



ECA/SRDC - CA/TC/98/06

Original : FRANCAIS

UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

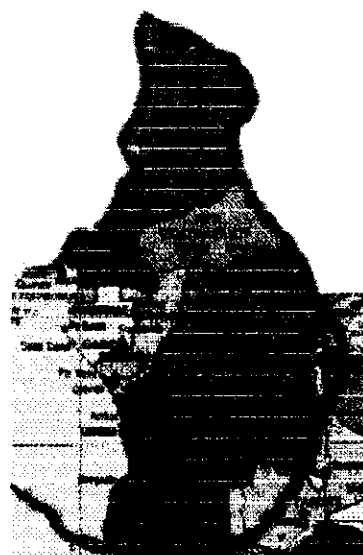
**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL
POUR L'AFRIQUE CENTRALE**

Décembre, 1998

**PLEASE RETURN
TO
USA LIBRARY**

REPENSER LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE CENTRALE

*Faire de l'intégration régionale un puissant moteur
du développement au niveau national*





ECA/SRDC – CA/TC/98/06

Original : Français

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUECENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-
REGIONAL POUR L'AFRIQUE CENTRALE

Décembre 1998

**REPENSER LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE
CENTRALE**Faire de l'intégration régionale un puissant moteur
du développement au niveau national

Table de matières

Introduction	1
Nouvelle ambition pour l'Afrique à l'aube du troisième millénaire	5
Vision commune sur l'intégration régionale	6
Nouvelle impulsion pour l'intégration régionale et le développement	8
Nouvelle diplomatie de l'intégration régionale et de développement	8
Domaines de concentration et d'interventions en intégration régionale	11
Redynamiser l'intégration régionale et relancer les institutions d'intégration régionale en Afrique Centrale	15
Identité de la sous-région Afrique Centrale	17
Espace géo-économique	18
Coexistence entre richesse et pauvreté	18
Appartenance multiple de certain pays à des CER	20
Absence marquée de la sous-région dans les fora	21
Stratégies et étapes de l'intégration régionale	21
Réforme dans les organes de décision des institutions d'intégration régionale	22
Réforme des institutions d'intégration régionale	23
Catégories d'institutions d'intégration régionale	25
Coopération régionale à travers les Organisations Intergouvernementales	26
Forum de concertation des institutions d'intégration régionale de l'Afrique Centrale	26
Réforme des Statuts du Personnel des institutions d'intégration régionale	28
Financement de l'intégration et du développement	28
Mécanisme de financement autonome des institutions d'intégration régionale en Afrique Centrale	29
Fonds de reconstruction et d'affectation spéciale	30
Forum de l'intégration régionale en Afrique Centrale	30
Foire commerciale régionale en Afrique Centrale	31
Réforme des Traités des institutions d'intégration régionale d'Afrique Centrale	31
Programme de redynamisation de l'intégration régionale, de relance des institutions d'intégration régionale et de rénovation de la CEEAC, 1999-2001	31
Relance et rénovation de la CEEAC	34
Organigramme de base de la CEEAC rénovée	34
Bureau du Secrétaire Général	35
Département du Programme, Budget, Administration et des Ressources Humaines	35
Division de la Programmation, Suivi et Evaluation	35
Division du Budget et Finance	36
Division de l'Administration et des Ressources Humaines	36
Département de l'Intégration Physique, Economique et Monétaire	36
Division de la Gestion et de la Planification Stratégique	36
Division de l'Intégration Physique, Economique et Monétaire	37
Département de l'Intégration Humaine, de la Paix, la Sécurité et la Stabilité	37
Division de la Paix, Stabilité et Sécurité	37
Division du Développement Humain Durable	38
Conclusions et recommandations	39

Introduction

We can integrate this region. We will integrate this region. When that happens, I can't think of a more exciting place in the world to be.
South African Trade Minister,
Alec Erwin.
East African Standard, Wednesday
December 2, 1998.

1. Consciente des enjeux de la mondialisation et de la contribution potentielle de l'intégration régionale pour faire face à une nouvelle dynamique en assurant un développement harmonieux au niveau de chaque État, la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Afrique Centrale (CCEG) s'est réunie en session extraordinaire à Libreville le 6 février 1998. Après avoir analysé les insuffisances des stratégies et approches à l'intégration régionale dans la sous-région de l'Afrique Centrale qui ont conduit à la non-application des décisions communes et à la paralysie de la plupart des institutions d'intégration régionale, la CCEG a noté que l'intégration régionale n'a que faiblement contribué au développement des pays de la sous-région.
2. Une décision a donc été prise par la Conférence dans le sens d'une redynamisation du processus de l'intégration régionale en Afrique Centrale, d'une relance des institutions d'intégration régionale et d'une rénovation de la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Par cette initiative, la Conférence a réaffirmé sa volonté de procéder à la mise en commun des expériences et des ressources disponibles dans l'espace des onze¹ pays pour créer des conditions idoines à l'entrée des peuples de la sous-région dans le troisième millénaire avec plus d'espoir.
3. La Conférence a également fait appel à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), à travers le Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale (CDSR-AC), pour l'assister dans ce processus de redynamisation, de relance et de rénovation. L'assistance du Centre a été conçue comme un processus continu et non comme un événement ponctuel. Elle a été mise en œuvre sur la base d'un partenariat avec l'Organisation de l'Unité Africaine (OAU), la CEEAC et un groupe d'experts engagés et acquis au principe de la nécessité d'une accélération du processus d'intégration irréversible de la sous-région de l'Afrique Centrale.
4. Le mandat donné par la Conférence pour la mise en œuvre de la décision susmentionnée reposait sur l'utilisation d'une méthode participative, un usage approprié des techniques de communication et de mobilisation institutionnelle et individuelle pour assurer une appropriation par les acteurs et bénéficiaires du processus de redynamisation et de relance envisagé. C'est ainsi qu'une mission circulaire, multi-institutionnelle et multidisciplinaire, conduite par le Directeur du

¹ Ces onze pays sont: Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République centrafricaine (RCA), République démocratique du Congo (RDC), Sao Tomé et Principe, Rwanda et Tchad.

Centre de développement sous-régional pour l'Afrique Centrale, a eu des consultations fructueuses avec des groupes bien ciblés d'acteurs, de bénéficiaires et de partenaires de l'intégration dans chacun des onze pays qui constituent la sous-région.

5. En effet, des débats multimédia ont été organisés afin de permettre des échanges sur les véritables enjeux de la mondialisation, de l'intégration régionale et du développement. Ces débats ont été organisés avec des Comités interministériels entre autres. Ils ont été ouverts au grand public, y compris aux étudiants des pays visités. Des rencontres et séances de travail fructueuses ont eu lieu avec des membres des gouvernements (Premier et Vice Premier Ministres, Ministres d'État, Ministres, Vice-Ministres, Haut Commissaires), des civils et militaires chargés des secteurs concernés par l'intégration ; des hauts responsables et membres du Parlement et du Conseil économique et social ; des dirigeants et représentants des opérateurs économiques ; des responsables des organisations intergouvernementales (OIG) et des organisations de la société civile (OSC), et le Système de Coordination des Nations Unies dans la plupart des pays. Beaucoup d'anciens hauts responsables de l'État ont pris part à ces sessions.
6. La mission a eu des échanges animés et fructueux avec les organes de presse qui ont bien voulu lui accorder de nombreuses interviews et conférences de presse. Elle a été l'invitée du « Journal de 20 heures » au Congo et au Gabon ainsi que de la célèbre émission de Africa N°. 1, « Une Heure pour Convaincre ». Plusieurs journalistes de radios privées et professionnelles (opérateurs économiques), nationales et internationales et des chaînes de télévision internationales ont pris part à certaines de ces conférences de presse.
7. Se plaçant dans l'optique de la recherche d'une consolidation, d'une dynamique, d'une réelle intégration régionale et d'une coopération internationale mutuellement avantageuse, ces consultations avaient pour objectif majeur d'assurer une mobilisation déterminante des responsables politiques, des décideurs, des parlementaires et représentants de la société civile et du secteur privé ; des cadres de haut niveau et des plus proches collaborateurs des décideurs de la sous-région, et des partenaires traditionnels de développement de l'Afrique. Il s'agissait de traduire la volonté déclarée des Chefs d'État en faveur de l'intégration en actions concrètes et en activités opérationnelles porteuses de développement et de mieux être pour la population de la sous-région.
8. De ces consultations et de façon schématique, il ressort ce qui suit : la décision de la Conférence intervient dans un environnement marqué par la dégradation du pouvoir d'achat d'une proportion croissante de la population qui, à tort ou à raison, perd de plus en plus espoir en l'avenir ; beaucoup de personnes consultées croient, en effet, que si la tendance actuelle continue, très peu d'entre elles auront la chance de vivre une vie biologique complète et heureuse ; le pessimisme ambiant favorise une dégradation des mœurs, une perte dans les valeurs sociales africaines et favorise une situation d'insécurité personnelle qui est propice à l'apparition de conflits pluridimensionnels dans la sous-région.
9. Cet environnement difficile est aussi marqué par une diminution croissante de la capacité d'assistance des institutions multilatérales. En outre, l'un des thèmes centraux des relations économiques, internationales traditionnelles, (l'accès préférentiel au marché Européen) sera graduellement rendu obsolète par la mondialisation. Il est à rappeler que les relations traditionnelles entre l'Afrique et le

reste du monde ont eu tendance à réduire le continent à un rôle de réservoir de matières premières et de consommateur de produits manufacturés importés. Elles ont fait de l'Afrique, un continent fortement dépendant d'investissements contrôlés principalement par un secteur privé expatrié, peu générateurs d'emplois locaux ou renumérateurs. Ces relations ont aussi souvent été caractérisées par une dynamique de transfert (aide) du Nord vers l'Afrique assorti de conditionnalités réduisant leur efficacité.

10. C'est dans ce cadre morose que les groupes rencontrés continuent, avec persistance et malgré les assurances obtenues de la France, à se poser des questions sur l'efficacité réelle d'un partage de la souveraineté monétaire (FCFA) avec une France qui elle, s'intègre monétairement dans une Europe qui lui impose ses exigences propres. La reconnaissance récente par la Banque Mondiale de la nécessité de la mise sur pied d'une nouvelle approche à la coopération et à l'assistance internationales (voir Boxe 1) ainsi que le plaidoyer du Fonds Monétaire International pour une plus grande transparence dans l'octroi de sa propre information économique renforce davantage le doute sur l'efficacité de l'assistance technique et de la coopération internationale à apporter des solutions aux problèmes réels de développement de l'Afrique.
11. Le recours fréquent à l'embargo économique et politique, la montée des extrémistes de Gauche et de Droite en Europe, la répression militaire contre des pays souverains et membres des Nations Unies, la perte de confiance dans le système bancaire Suisse, l'institution d'un système judiciaire international pour juger les crimes contre l'humanité et la montée de tensions sociales et diplomatiques résultant de l'ouverture politique en Afrique sont autant d'éléments qui ont été identifiés par les participants aux débats comme affectant l'environnement actuel des relations économiques internationales. Il a été noté que ces éléments affectent la fuite des ressources humaines, intellectuelles et financières vers les pays développés, tout en rendant de plus en plus difficile leur présence dans ces pays.
12. Les acteurs et bénéficiaires de l'intégration régionale que nous avons rencontrés sont conscients que cet environnement sera continuellement influencé par les mutations technologiques surtout dans les domaines de la communication, de la télécommunication et de l'informatique. Il ressort de nos discussions que nos interlocuteurs ont compris les raisons des insuffisances du passé et savent ce qu'il faut faire pour assurer un mieux être pour la sous-région au troisième millénaire. En réalité, ils ont aidé à apporter leur contribution décisive pour une définition d'une nouvelle ambition pour l'Afrique et d'une vision commune par rapport aux problèmes de l'intégration régionale et de développement de l'Afrique Centrale. Ils ont recommandé des séries de réformes, politiques, esquissé des stratégies nouvelles et proposé des programmes pour réaliser l'ambition.

Boxe 1

..... Ces pays ne sont pas revenus à la planification centralisée. Bien au contraire, ce sont des pays qui, en collaboration avec les parties prenantes, font des plans d'avenir, comme toute entreprise prospère.

Monsieur le Président, nous ne devons pas avoir l'arrogance de penser que c'est à nous, à la Banque ou à la communauté des bailleurs de fonds, de tracer ces plans. Nous pouvons toutefois avoir un important effet de catalyseur.

Je propose que, au cours des deux ou trois prochaines années, nous collaborions dans une nouvelle optique avec les gouvernements intéressés à l'élaboration de plans d'action intégrés, sous le signe d'une vision stratégique plus précise. Si nous pouvons, dans chaque région du monde, trouver deux pays qui acceptent de tenter l'expérience, nous vous exposerons les résultats de nos efforts à l'issue de cette période.

Nous devons collaborer avec nos partenaires de la communauté des bailleurs de fonds pour voir comment nous pouvons, en liaison étroite avec les pays concernés, élaborer des stratégies concertées, des missions conjointes et des objectifs communs et, ce faisant, mettre un terme à des doublons qui gaspillent de précieuses ressources, exacerbent les tensions et font perdre patience aux clients.

Sur le plan interne, nous devons poursuivre les efforts entrepris pour passer de l'approche axée sur les projets à une approche globale de l'effort nécessaire au développement d'un pays. Cela implique que, dans une optique à long terme, nous nous demandions, pour chacun de nos projets, comment il s'intègre au dessein général, comment il peut être étendu à l'échelle de tout le pays, comment l'opération peut être échelonnée sur cinq, dix, vingt ans, de manière non seulement à remporter l'adhésion sans réserve du pays, mais aussi être viable et devenir partie intégrante de la stratégie et de la trame du développement général de la société intéressée.

Dans certains cas, il nous faudra considérer des stratégies non plus nationales, mais régionales, pour mieux exploiter les économies d'échelle. Il nous faudra aussi songer à des stratégies mondiales dans le cas des biens publics mondiaux. J'entends par là non seulement l'assainissement de l'environnement, dont il est si souvent question, mais aussi le climat économique international, l'instabilité qui nous préoccupe tant aujourd'hui, et le savoir qui, nous le réalisons de plus en plus, est la clé du succès du développement.

Monsieur le Président, nous parlons ici d'un nouveau partenariat pour le développement.

Un partenariat dirigé par les gouvernements et les parlements nationaux, avec l'appui de la société civile, et le concours du secteur privé local et international, et des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Un partenariat qui se fixe des objectifs mesurables et des parcours beaucoup mieux balisés. Mais avant tout, un partenariat dans le cadre duquel nous, membres de la communauté des bailleurs de fonds, devons apprendre à former une vraie équipe et à laisser d'autres que nous prendre la direction des opérations.

Je tiens à vous assurer, Monsieur le Président, que ce partenariat est le seul que veuille le Groupe de la Banque mondiale. Cessons de défendre des chasses gardées. L'important, ce n'est pas de savoir qui décide, qui obéit, qui met son nom sur un projet ou qui est anonyme. L'important, c'est de travailler ensemble pour parvenir au but.

L'autre crise

Discours prononcé devant le Conseil des Gouverneurs
par James D. Wolfensohn
Président du Groupe de la Banque mondiale
Washington, 6 octobre 1998



Nouvelle ambition pour l'Afrique à l'aube du troisième millénaire

« Au plus sombre de la nuit, l'aube est à portée de main ».

cité par Blaise Compaoré, président en exercice de l'OUA et repris par le Président Chirac de France en marge du Sommet France-Afrique en justifiant son afro-optimisme.

RFI, 1998

13. Bien que certains en doute, la mission en Afrique Centrale nous permet d'affirmer qu'en Afrique, le développement est à portée de main. En effet, l'émergence dans ce continent de forces déterminées et mobilisatrices pour faire du troisième millénaire celui de l'espoir pour le continent est perceptible. Ces forces croient en l'avenir de l'Afrique. Elles travaillent pour que les conditions nécessaires et suffisantes puissent y être réunies pour un développement humain durable en Afrique dans la dignité et le respect et pour en faire une des puissances politiques, économiques, culturelles et militaires. La sous-région, Afrique Centrale, reconnue comme une des plus riches du monde, devrait mettre sa richesse, à travers l'intégration régionale, au service de toute l'Afrique pour soutenir cette ambition.
14. Ces forces appellent à une prise de conscience surtout politique. Pour mobiliser et libérer les énergies des afro-pessimistes, dont le nombre n'est pas à négliger, ces forces les réfèrent à la bataille entre certaines puissances d'aujourd'hui pour ouvrir davantage le continent pour un accès plus large à ses ressources. Cette bataille est un indicateur clair que ces puissances croient au potentiel et futur de l'Afrique à l'aube du XXI^e siècle. Il est à rappeler que de nouvelles formes de coopération internationale avec l'Afrique sont entrain d'être développées. Par exemple, la France prône l'Aide et le Commerce et les États Unis prônent le Commerce en lieu et place de l'Assistanat. L'Union Européenne, quant à elle, souhaite continuer sa coopération dans le cadre de la Convention de Lomé à travers des institutions d'intégration régionale Africaines.

Vision commune sur l'intégration régionale

15. L'éclosion de nouvelles mutations observées dans le processus de l'intégration mondiale placée sous l'égide de la dérégulation mais aussi menées sous l'impulsion des nouvelles technologiques (communication, télécommunication et informatique) a eu un impact sur la région Afrique aux niveaux socioculturels, politiques et économiques. Elle a conduit à l'émergence d'une vision commune et largement partagée sur l'intégration régionale.
16. L'intégration régionale, dans cette vision, est considérée comme le véritable moteur du développement au niveau des pays, pris individuellement et collectivement, et comme un puissant ressort pour absorber au niveau national tous les chocs, affronter toutes les sources de périls et problèmes, et réaliser toutes les opportunités tout en profitant de tous les avantages de la mondialisation.
17. L'intégration régionale doit être perçue non comme un instrument servant à la création d'un grand marché destiné au service des pays étrangers mais plutôt comme un outil ayant pour but la mise en commun des expériences, des atouts et des ressources de cette sous-région réputée "immensément riche en ressources minières, régulièrement arrosée par l'eau de pluie et pourvue d'une hydrographie scandaleuse ». L'intégration régionale devrait permettre de réorienter l'insertion de la sous-région dans l'économie mondiale. L'Afrique doit se transformer en un pôle industriel et rompre avec la tendance actuelle de pourvoyeuse de matière premières, de consommatrice de produits importés de toutes sortes et de dépendance chronique par rapport au secteur privé expatrié et aux investissements étrangers.
18. En somme au lieu de continuer à importer des produits finis, il s'agit d'amorcer une dynamique d'achats d'usines et d'entreprises et d'encouragement à la délocalisation des usines vers l'Afrique pour transformer les matières premières sur place en Afrique. Au lieu de continuer à exporter des matières premières, il s'agit d'accélérer l'exportation des produits finis fabriqués en Afrique par des partenaires du secteur privé régional et expatrié.
19. La mise en commun des expériences, des atouts et des ressources devrait donc faciliter la réalisation d'économie d'échelle pour l'exploitation rationnelle des immenses ressources de la sous-région avec une plus grande participation des opérateurs économiques Africains à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale. Elle devrait, aussi, permettre la transformation des 100 millions d'habitants de la sous-région en véritables agents économiques, force de travail et de source de consommation. Elle devrait aider à développer un environnement devant conduire l'Afrique à devenir un partenaire respectable, crédible et incontournable dans le processus d'intégration des économies mondiales.
20. L'intégration régionale sur le plan humain, physique, économique et monétaire devrait aider, ainsi, à créer les conditions nécessaires et suffisantes pour retrouver et maintenir la paix, la sécurité et la stabilité continentale et assurer un développement humain durable dans toute la sous-région et au-delà. En particulier, la création d'entreprises conjointes surtout au niveau de la production appartenant à des opérateurs économiques ressortissants de plusieurs pays de la sous-région est vue comme un atout certain pour prévenir de futurs conflits internes et externes. Comme

le démontre bien la théorie fonctionnaliste, l'existence d'une solidarité et d'une coopération fortes entre les pays concernés empêcherait tout conflit sérieux et entraînerait des intéressés à envisager la défense de leurs intérêts communs y compris par des interventions militaires conjointes.

Nouvelle impulsion pour l'intégration régionale et le développement

L'Afrique doit d'abord croire en elle-même et que chacun de nous a sa place, a le potentiel pour améliorer le quotidien. Il nous faut être chacun "acteur des changements en cours".
Faire aimer l'Afrique aux africains. Traiter positivement l'Afrique, y croire, réfléchir ensemble et agir pour l'Afrique.

Editorial de l'Esprit d'Afrique No. 26 du jeudi 5 novembre 98 lors de son premier anniversaire. Bimensuel de la Communication pour le développement des communautés africaines. E-mail: espritdafrique@internet.com.

21. Une nouvelle impulsion pour traduire la vision commune en actions concrètes, programmes et projets et ainsi réaliser l'ambition est entrain de se manifester. Une réorientation de l'intégration de la sous-région dans le monde tant au niveau économique qu'humain est urgente. Une réforme profonde, courageuse et prometteuse dans le fonctionnement des institutions d'intégration régionale et de leurs organes de décision est nécessaire. De nouvelles stratégies d'intégration et de la coopération régionales en Afrique Centrale sont à mettre en place.
22. La nécessité d'une politique agressive d'information et de communication pour confondre les afro-pessimistes et mobiliser les afro-optimistes en les invitant à libérer leur énergie pour le développement a été reconnue. L'action de poches de résistance de l'intérieur et surtout de l'extérieur doit être contenue. Une diplomatie de l'intégration régionale et de développement devrait être mise sur pied pour fournir à la sous-région une capacité d'actions et de négociations collectives et dynamiques soutenues par tous les États.

Nouvelle diplomatie de l'intégration régionale et de développement

23. La nécessité d'une diplomatie agressive de l'intégration régionale et internationale en Afrique est apparue comme une condition essentielle pour asseoir la base d'un développement autocentré, auto-entretenu, durable, à visage humain et digne pour des Africains. Les relations de coopération entre l'Afrique et le reste du monde se doivent d'être réformées pour devenir transparentes, mutuellement avantageuses, équitables et respectueuses de la dignité africaine. En somme, l'Afrique devrait s'affranchir de ses relations de coopération basées sur des échanges défavorables aux intérêts du continent qui pour la plupart, sont non productifs et paralysants pour son développement.

Boxe 2

Monsieur le Président, nous devons tirer les leçons du passé. Ce qui est critique, c'est tout autant la façon dont ces axes seront élaborés et appliqués que ce qu'ils représentent.

Ce qui compte, c'est d'avoir l'adhésion des parties prenantes. Les pays et leur gouvernement doivent être aux postes de commande et, comme l'expérience l'a montré, la population doit être consultée et écoutée.

Ce qui compte, c'est d'obtenir la participation des intéressés, non seulement pour améliorer l'efficacité du développement, comme le prouvent nos études récentes, mais aussi pour assurer la pérennité des résultats obtenus et les faire fructifier.

N'oublions jamais que c'est aux pays et à la population d'établir leurs priorités et n'oublions jamais que nous ne pouvons, ni ne devons, forcer le développement à coup de diktats venus d'en haut, ou de l'étranger.

L'Autre crise

Discours prononcé devant le Conseil des Gouverneurs
par James D. Wolfensohn
Président du Groupe de la Banque mondiale
Washington, 6 octobre 1998

24. Une diplomatie de l'intégration régionale et de développement dynamique, transparente et forte aiderait surtout à identifier, mobiliser et utiliser les énergies nécessaires pour réaliser l'ambition pour l'Afrique en actes conséquents et porteurs de bonheur. Cette diplomatie devrait aider prioritairement à mener avec détermination le processus de réforme de l'intégration de l'Afrique dans le monde.
25. Pareille diplomatie devrait aider à développer, négocier et communiquer clairement la politique de l'Afrique de coopérer sur le plan régional et international et d'intégrer avantageusement ses économies nationales dans celles du monde. L'Afrique doit trouver et promouvoir son propre modèle de développement et éviter l'adoption ou l'imposition d'un modèle développé ailleurs pour effectuer son entrée dans le troisième millénaire. Il est donc de son devoir de déjouer toute tentative de récupération partisane ou paternaliste de ces initiatives (Boxe 2).
26. Une diplomatie de l'intégration devrait prioritairement opter pour une coopération régionale et internationale favorisant une intégration des économies africaines entre elles et entre ces dernières et la nouvelle économie mondiale basée sur les éléments suivants :
 - Favoriser des investissements accrus en Afrique dans des activités génératrices d'emplois et de revenus à travers une plus grande transformation des matières premières et donc une industrialisation plus poussée en Afrique et une délocalisation des industries vers l'Afrique ;

- Faciliter les échanges y compris commerciaux, scientifiques, humains et culturels pour soutenir la nouvelle politique d'emplois préconisée plus haut ;
- Contribuer à l'abolition de la politique d'assistanat en faveur de la promotion d'un partenariat, des échanges et d'un commerce basé sur la mise en commun des expériences et des moyens pour une coopération internationale mutuellement avantageuse et équitable, et
- Favoriser le respect des valeurs sociales, culturelles et de la dignité des dirigeants et peuples Africains.

27. Cette diplomatie devrait s'atteler à ouvrir les négociations, entre autres, sur les sujets suivants :

- Une réforme de la coopération internationale pour privilégier une coopération axée autour des projets communs mutuellement profitables tournant le dos à l'assistanat ;
- Une intervention du secteur privé expatrié placée sous le signe d'une plus grande coopération avec celui de la sous-région avec comme objectif clairement stipulé, de faire de l'exploitation des ressources naturelles une source réelle d'emplois, de revenus, de réduction de tensions sociales et de pauvreté et de reconquête de la dignité de l'État, et des populations de la sous-région ;
- Aider à identifier la nature et la cause de la dette extérieure à travers une analyse critique de l'origine des prêts (qui a initié et négocié le prêt), la gestion et l'administration des prêts et des projets financés sur le prêt, l'efficacité du prêt par rapport aux objectifs du projet et la contribution du prêt aux objectifs globaux de croissance et de développement du pays emprunteur. Cette analyse doit aider à situer les responsabilités entre l'Afrique et les fournisseurs de prêts et à négocier les solutions au problème de la dette de l'Afrique de façon durable et équitable. Entre temps, il s'agirait de négocier collectivement les modalités de suspension du paiement de la dette ;
- Procéder à l'évaluation du dédommagement de l'Afrique pour l'utilisation (unilatérale) de son capital humain au service des pays Européens et des États-Unis dans leur lutte de libération militaire (participation des Africains aux guerres de la Métropole) et économique (esclavage) et négocier ce dédommagement. Les négociations entre la dette due à et par l'Afrique devraient être liées, et
- Agir pour la mise sur pied d'un espace de solidarité pour une intégration humaine plus poussée et paisible, une participation et une équité dans le partage des coûts et bénéfices du développement pour assurer un développement humain durable au niveau mondial.

28. La réussite de cette diplomatie demande un changement d'attitudes de la part des Africains face à eux-mêmes ; une confiance retrouvée en soi-même et en ces capacités d'actions, d'interventions, d'initiatives, de communication, de négociation et d'analyse, et une volonté de coopérer à l'échelle sous-régionale et régionale avec franchise et détermination. Cette réussite requiert surtout de la compréhension de la part des partenaires pour rétablir une plus grande équité dans les relations et la coopération internationale à travers une négociation privilégiant la paix et évitant le

recours abusif à la violence. Selon les déclarations du Président du Groupe de la Banque mondiale, le Groupe sera un partenaire de taille de l'Afrique dans cette réforme de la coopération internationale (Boxe 1).

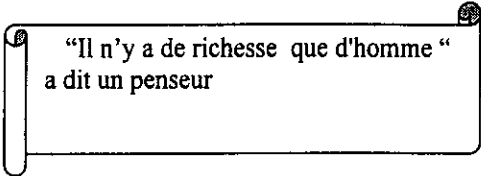
Domaines de concentration et d'interventions en intégration régionale

29. Les domaines de concentration et d'interventions ont été organisés et groupés pour permettre de mesurer plus facilement la performance de l'intégration régionale en tant que moteur de développement des pays concernés et ressort pour les pays afin de leur permettre de mieux affronter la mondialisation. Ces domaines sont les suivants :

- Développement de l'intégration humaine ;
- Développement des capacités d'analyse, d'actions, d'interventions, d'initiatives, entrepreneuriales, de communication et de négociations collectives ;
- Développement de l'intégration physique, économique et monétaire, et
- Développement des capacités de maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

30. *L'intégration humaine* est au Centre de tout effort d'intégration régionale et de développement. Revaloriser les valeurs sociales ; retrouver la dignité, redonner leur place dans les différentes sociétés aux couches sociales (vieux, femmes, jeunesse) et aux chefs dans les sociétés de la sous-région ; restaurer la confiance en soi-même à tous les niveaux et dans tous les domaines ; croire en sa capacité d'agir et d'intervenir et de résoudre son problème de développement ; rompre avec les relations de coopération régionale et internationale qui déshonorent les populations Africaines, et s'apprêter à assumer des responsabilités sous le troisième millénaire pour une société mondialisée plus humaine, digne et équilibrée : telles sont certaines des activités à poursuivre dans le cadre de l'objectif : développer l'intégration humaine.

31. L'intégration humaine doit contribuer à redonner à l'Afrique une place de choix dans le concert des nations. L'Afrique doit redevenir un partenaire respecté et respectable à l'échelon mondial et une puissance économique et politique à la dimension de sa richesse en ressources humaines et naturelles. Le développement d'une synergie entre les couches sociales transnationales contribuera à renforcer l'intégration régionale à tous les niveaux.



“Il n’y a de richesse que d’homme “
a dit un penseur

32. Un regain et un *renforcement de capacité d'actions, entrepreneuriales, d'initiatives, d'interventions et de négociations collectives et autonomes et de communication sont nécessaires au soutien de l'intégration humaine*. Affaiblie par la colonisation, par plus de 40 ans d'assistance technique, et par plus d'une décennie d'administration de

programmes d'ajustements et de réformes par les institutions internationales, l'Afrique devra nécessairement se ressaisir et utiliser sa propre capacité de sursaut (Boxe 3).

Boxe 3

Nous voyons, Monsieur le Président, que dans l'économie mondiale qui est la nôtre, c'est la *totalité* des changements faits dans un pays qui compte.

Le développement n'est pas simplement une question d'ajustement. Le développement n'est pas simplement une question de budget et de saine gestion financière. Le développement n'est pas simplement une question d'éducation et de santé. Le développement n'est pas simplement une question de remèdes de technocrates.

Le développement, c'est une affaire de macroéconomie, bien sûr, mais c'est aussi construire des routes, donner aux gens le pouvoir d'agir, rédiger des lois, reconnaître aux femmes leur juste place, éliminer la corruption, instruire les filles, développer le système bancaire, protéger l'environnement, vacciner les enfants.

Le développement, c'est mettre en place *toutes* les pièces, en même temps et dans l'harmonie.

Ce modèle de développement équilibré est celui qui convient à l'Asie de l'Est et à la Russie. C'est celui qui convient aussi à l'Afrique, à l'Amérique latine, au Moyen-Orient. C'est celui qui convient aux économies en transition d'Europe centrale et orientale et d'Eurasie. Monsieur le Président, c'est le modèle qui convient à nous tous.

L'idée suivant laquelle le développement est un tout, et nécessite un programme économique et social équilibré, n'a rien de révolutionnaire. Pour autant, ce n'est pas l'approche que la communauté internationale a suivie jusqu'à présent.

Nous avons réalisé des programmes et des projets magnifiques au cours de toutes ces années, mais nous les avons trop rarement incorporés à un grand dessein. Combien de fois avons-nous adopté un point de vue trop étroit des transformations économiques nécessaires, pour nous concentrer sur les résultats macroéconomiques ou sur les grandes réformes telles que la privatisation, sans prêter attention à l'infrastructure institutionnelle fondamentale sans laquelle aucune économie de marché ne peut fonctionner ? Au lieu d'encourager la création de biens, combien de fois avons-nous malencontreusement encouragé le démembrement d'actifs ?

Combien de fois avons-nous poursuivi un objectif purement économique, sans nous arrêter suffisamment sur les aspects sociaux, politiques, environnementaux et culturels ?

Combien de fois avons-nous négligé la structure d'ensemble dont les pays ont besoin pour évoluer harmonieusement vers le type d'économie que leurs citoyens et leurs dirigeants ont choisi ? Combien de fois n'avons-nous pas suffisamment songé aux points vulnérables, ces secteurs de l'économie qui peuvent faire s'écrouler tout l'édifice ? Ou bien à la viabilité : Comment assurer la pérennité des transformations économiques et sociales ? Sans cela, peut-être construirons-nous une nouvelle architecture financière internationale, mais ce sera un château de cartes.

L'Autre crise

Discours prononcé devant le Conseil des Gouverneurs

par James D. Wolfensohn

Président du Groupe de la Banque mondiale

Washington, 6 octobre 1998

33. Cette capacité est la clé de succès pour tout effort de développement et d'intégration car elle permettrait :

- D'éclairer les décisions et l'information économique ;
- D'éclairer les enjeux de l'intégration régionale et internationale pour ainsi permettre de poser les jalons pour un développement économique, social et culturel autonome, auto-entretenu, autocentré, digne et en partenariat avec le reste du monde ;
- De discuter avec connaissance les coûts et bénéfices des relations de coopération économique, culturelle et politique entre pays de la sous-région et entre la sous-région et le reste du monde ;
- Guider les réformes de la coopération internationale à travers la diplomatie de l'intégration pour la rendre conforme aux intérêts du continent ;
- Aider à proposer ou à renégocier en position de force les projets de réforme de son intégration dans les économies mondiales ;
- Convaincre les afro-pessimistes africains que ce continent a de l'avenir et qu'une impulsion est à portée de main et aider ainsi à libérer leurs énergies pour la tâche plus noble de créativité et d'impulsion au développement de leur continent ;
- Mobiliser paisiblement et stratégiquement les populations africaines pour les persuader des avantages de l'intégration et du développement sous la nouvelle vision ;
- Mettre en confiance les élites politiques et économiques et leur assurer un futur paisible sur le sol africain, et
- Faire des institutions de formation et de recherche surtout les Universités des vrais concepteurs, partenaires et vulgarisateurs des théories sur l'intégration et le développement.

34. Avec une intégration humaine à capacité renforcée, l'ambition d'être une des puissances politiques et économiques du monde est réalisable et serait à portée de main. Cela exige une intégration régionale éclairée et gérée stratégiquement dans les domaines de *l'intégration physique, économique et monétaire*.

35. Pour donner l'impulsion nécessaire dans ce domaine de l'intégration régionale, il est urgent de :

- Réorienter les structures et politiques de production et d'investissements par une plus grande libéralisation et ouverture en faveur des opérateurs économiques et d'une plus grande transformation des matières premières sur place au sein d'industries et d'entreprises à l'échelle et à capacité régionales ;
- Partager les capitaux investis ou à investir entre les secteurs privé régional et expatrié ;
- Réduire et si possible se passer de la présence directe des hommes d'affaires expatriés dans certains domaines stratégiques et non stratégiques préalablement définis comme réservés aux entrepreneurs régionaux dans la

politique de promotion d'investissements locaux et de génération d'emplois, et

- Instituer une fiscalité de développement transparente pour permettre aux États et aux institutions d'intégration d'aider à promouvoir la nouvelle classe d'hommes d'affaires et de financer les autres aspects surtout sociaux du développement et de la souveraineté régionale.
36. Un partenariat respectable entre le secteur privé régional et expatrié dans les différentes filières de production dans lesquelles le secteur privé intervient doit exister et est à promouvoir à travers une coopération internationale restructurée et reformée et mutuellement bénéfique. Une telle réforme devrait aider à créer les conditions plurielles y compris financières pour libérer les énergies et mobiliser les forces endogènes comme on le constate en Europe, aux États-Unis, en Asie et en Australie. Dans ces contrées, l'impulsion de l'intégration physique avec la construction des routes communautaires principales et secondaires couvrant l'ensemble de la sous-région, l'intégration économique comme moteur de développement et l'intégration monétaire comme facteur d'intégration, est assurée par des ressortissants des régions concernées eux-mêmes.
37. Dans cette optique, l'ambition de transformer une proportion plus grande du pétrole brut extrait du Golfe de Guinée dans des raffineries de la sous-région sous le contrôle du secteur privé dominé par les hommes d'affaires régionaux tant sur le plan des capitaux que de la gestion est un objectif tout à fait réaliste, faisable, désirable et à poursuivre. Réserver la distribution des carburants sur l'espace régional exclusivement au secteur privé régional entre dans cette logique de développement de la capacité d'actions de la nouvelle classe d'hommes d'affaires, avec, à la clé, la création des emplois et une consommation accrue des produits fabriqués localement.
38. L'Afrique se dotera ainsi, des moyens de développer elle-même une *capacité de maintien de la paix, sécurité et stabilité crédible*. L'Afrique sera en mesure de prévenir, gérer et résoudre les conflits internes tant nationaux qu'inter étatiques. Mieux, elle sera en mesure d'assurer sa sécurité, sa stabilité et sa protection vis-à-vis des agressions venant de l'extérieur et d'intervenir militairement partout où ses intérêts sont menacés. Ceci sera possible tant il a été démontré que depuis les indépendances, 60 pour cent des conflits en Afrique ont eu lieu autour des problèmes de tracé frontalier, ou des problèmes de misère économique.

Redynamiser l'intégration régionale et relancer les institutions d'intégration régionale en Afrique Centrale

Intégrer c'est agir contre le chômage et créer
les conditions pour vivre dignement et
stabiliser les familles.
Un Pacte régional pour un emploi pour tous
en l'an 2020.

39. Redynamiser l'intégration régionale dans la sous-région et relancer les institutions d'intégration régionale dans leur ensemble sont des objectifs à poursuivre en terme de survie du continent. En plus de la relance de la CEEAC, il s'agit d'opérer une rénovation pour correspondre aux nouvelles réalités et exigences du monde d'aujourd'hui. Des réformes profondes seront nécessaires pour atteindre les objectifs.
40. Les réformes dans le processus de l'intégration devraient tendre beaucoup plus vers la création d'entreprises privées multinationales de production, de transformation de matières premières et de commerce des produits semi-finis et finis entre les pays de la sous-région et entre la sous-région et le reste du monde. Ceci devrait permettre surtout de poser les bases solides et durables pour permettre à la sous-région de transformer ses cent millions d'habitants en agents économiques performants, en force de travail bien formés et en une source de consommation possédant un pouvoir d'achat conséquent. Ceci permettrait à une large proportion de la population d'avoir plus de chance de vivre une biologie complète et heureuse. Ceci devrait également aider à créer un climat de stabilité pour les gouvernements, de paix pour les populations et de sécurité pour les investisseurs y compris étrangers. Il est à noter que les avantages de l'intégration sont plutôt dynamiques que statiques. Des efforts d'analyse et de communication doivent être soutenus pour maintenir l'impulsion à tous les niveaux et dans tous les États partenaires.
41. Les institutions d'intégration régionale reformées devraient permettre à la sous-région ou la région d'être un partenaire respectable sur la scène internationale, de négocier en solidarité consciente et agissante dans les conférences internationales ; de représenter un poids économique et stratégique ; de développer et de défendre des positions de négociations communes ; d'accroître le commerce intra sous régional et inter sous régional, et de promouvoir l'intégration par la production avec l'expansion d'un vrai secteur privé sous-régional. Elles doivent favoriser en partenariat avec le Secrétaire conjoint BAD/CEA/OUA/CER et les institutions de Bretton Woods (rénovées) la promotion du commerce intra-sous-régional et interrégional et des investissements porteurs et générateurs d'emplois, de revenus, de réduction de pauvreté et

d'élimination de la dépendance des populations africaines et des gouvernements des aides et de l'emprise des institutions internationales.

42. Des actions devraient être entreprises pour inspirer confiance aux populations vivant à l'intérieur du pays et de la sous-région à travers la protection effective d'une libre circulation des populations, d'un droit d'établissement, d'un accès à la propriété privée, d'une sécurité des investissements et des personnes physiques, d'une transparence dans l'application des lois nationales et communautaires en cas d'infractions. Voici ainsi résumés toutes des conditions susceptibles de permettre un développement humain durable en Afrique Centrale.

Identité de la sous-région Afrique Centrale



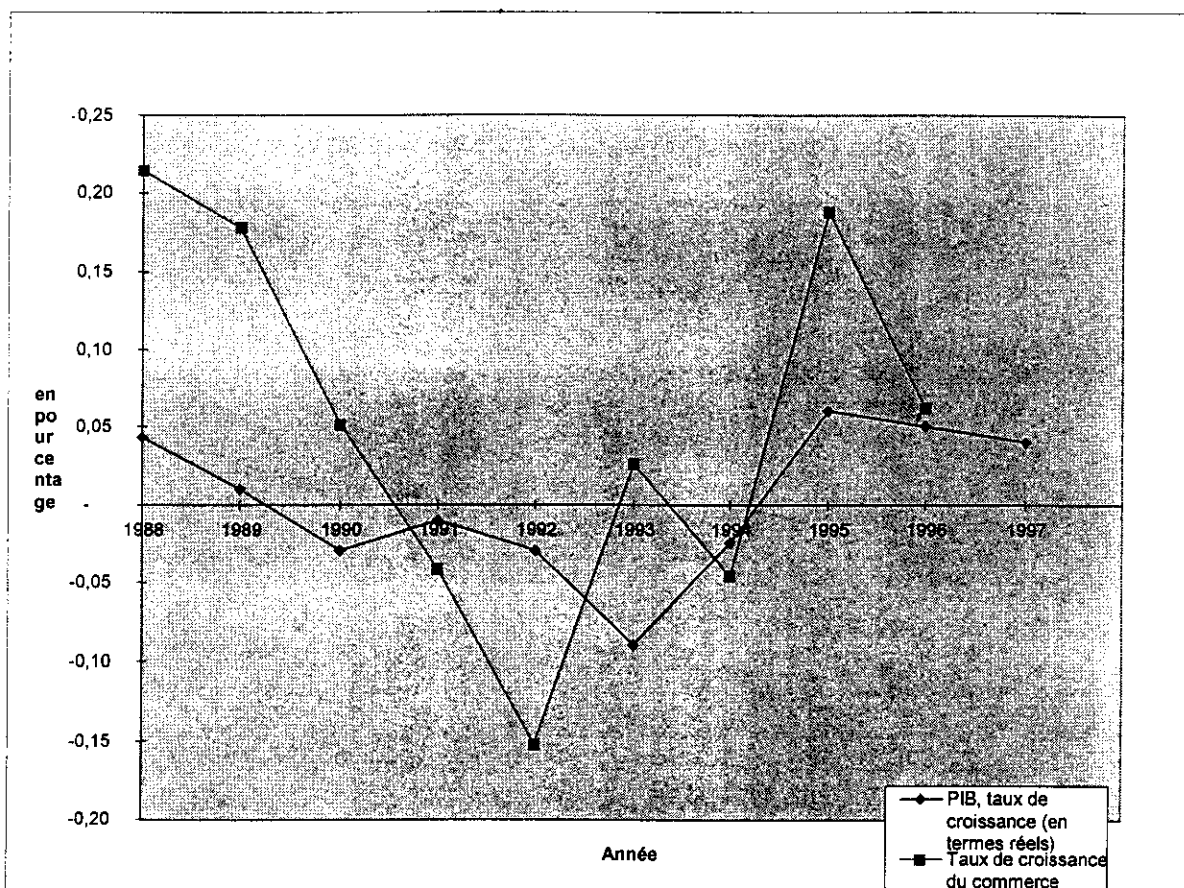
Espace géo-économique

43. La question de la délimitation géographique de l'Afrique Centrale a été souvent évoquée par des responsables de haut niveau surtout quand un bon nombre de ses pays appartiennent à plusieurs Communautés économiques régionales (CER). Il a été rappelé que la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'O.U.A. autorise tout État à appartenir à plusieurs CER.
44. L'adhésion de l'Angola à l'espace géo-économique d'Afrique Centrale est devenue une réalité car le gouvernement de ce pays a saisi le parlement pour ratifier les instruments d'adhésion. L'Angola dispose d'une expérience assez conséquente en matière de conflits et de leur gestion qui pourrait être partagée avec les autres pays de la sous-région. L'Angola a également un riche potentiel économique, militaire et politique qui pourrait être exploité dans le cadre sous-régional et régional.
45. Le retrait éventuel du Rwanda de la CEEAC, ou plutôt la suspension de sa participation aux activités de la CEEAC est compréhensible de l'avis de la mission, car l'argument du retrait présenté par Kigali est basé sur le manque de rentabilité et d'avantages à tirer de l'appartenance à la CEEAC. L'avis de la mission est qu'aucun pays ne devrait adhérer ou demeurer membre d'une organisation de coopération régionale, s'il ne pouvait justifier d'un quelconque profit d'une telle association.
46. Le Rwanda a renouvelé son intérêt pour l'intégration régionale qu'elle considère comme essentielle et indispensable à son développement mais pas à n'importe quel prix. Il ne fait aucun doute, à notre sens, que le Rwanda, rejoindra la CEEAC comme membre actif en temps opportun. Il est à noter que l'élargissement de la CEEAC à l'Angola et le retour du Rwanda constituent des événements qui ne peuvent qu'accroître l'attrait de la sous-région composée de onze pays.

Coexistence entre richesse et pauvreté

47. Parmi les sous-régions du continent, l'Afrique Centrale est reconnue pour être immensément riche en ressources minérales, régulièrement arrosée par l'eau du ciel et pourvue d'une hydrographie très abondante (CEEAC, 1989). Avec une population de près de 100 millions d'habitants en 1997, son Produit intérieur brut (PIB) est passé de 35.6 milliards de FCFA en 1996 à plus de 37 milliards en 1997 soit une croissance de 4.1%. Le commerce de l'ensemble de la sous-région a subi un léger fléchissement de 6% par rapport à l'année 1995 pour atteindre une valeur de 17538 milliards de FCFA en 1996.

Graphique 1. Évolution comparée du Produit intérieur brut et du commerce des pays de l'Afrique centrale, 1988-1997



Source : Banque mondiale

48. Durant la période étudiée, il semble important de relever que la balance commerciale est restée excédentaire. Les produits d'exportation sont essentiellement des produits de rente.
49. L'importance des enjeux géo-économiques de la sous-région ont poussé ses partenaires traditionnels à concevoir des nouvelles stratégies de conquête des 100 millions de consommateurs représentés dans ce marché en plus des produits de rente à forte valeur ajoutée que sont entre autres – pétrole, cobalt, cacao et coton. En l'absence d'une réforme dans l'attitude des gouvernements Africains face à ces enjeux, il est à craindre qu'il ne continue d'exister dans la sous-région d'immenses ressources mal ou sous-exploitées au milieu d'une population en voie de paupérisation. La situation de l'intégration humaine continuera donc à se détériorer et des conflits continueront à se développer.
50. En effet, beaucoup de pays de la sous-région ont élaboré des programmes de lutte contre la pauvreté et tous ont signé des Programmes d'Ajustement avec les

institutions internationales étrangères. Certains pays ont mobilisé leur diplomatie pour faire valoir l'appartenance de leur pays parmi les pays les plus pauvres et pour réclamer le bénéfice d'une aide qui, en dernier ressort, ne développe pas.

Appartenance multiple de certain pays à des CER

51. L'appartenance de plusieurs États de l'Afrique Centrale à plusieurs CER est justifiée pour plusieurs raisons. Par exemple, l'appartenance multiple favorise la formation rapide et accélérée de la Communauté économique de l'Afrique (AEC). En effet, l'Afrique Centrale dans sa situation centrale et à cause de son rôle stratégique en Afrique, pourrait à travers l'Angola, le Burundi, la RDC et le Rwanda servir de passerelle entre l'Afrique Centrale et Australe d'une part et l'Afrique Centrale et de l'Est d'autre part. Par ailleurs, le Cameroun, la RCA et le Tchad pourraient servir de passerelle entre l'Afrique Centrale et du Nord et l'Afrique Centrale et de l'Ouest.
52. L'appartenance multiple rend également plus accessibles les objectifs du développement décentralisé. Le besoin de l'intégration à la périphérie des pays tels que l'Angola ou la RDC, partageant de larges frontières avec des pays appartenant à d'autres CER, justifient également leur appartenance à plusieurs CER. L'intégration à la périphérie est surtout en conformité avec l'ambition de faire d'une intégration bien pensée un moteur de développement au niveau national. Elle supporte ainsi les efforts nationaux de développement en rendant plus efficace les processus de décentralisation du développement, de planification et de gestion des ressources transfrontalières.
53. A titre d'illustration, il semble plus logique pour des populations de la RDC frontalières de la Tanzanie, d'entretenir au quotidien des relations plus intenses avec les Tanzaniens qu'avec des Kinois situés à des milliers de kilomètres. Par conséquent, l'appartenance simultanée aux ensembles sous-régionaux de l'Afrique Orientale et de l'Afrique Centrale semble logique du point de vue des populations habitant dans les deux pôles d'un même pays en même temps qu'elle transforme la RDC en un pont entre l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Centre. Cette option pourrait contribuer à la réduction des tensions aux frontières souvent artificielles et accélérer l'intégration au niveau continental.
54. Des projets communautaires à travers des OIGs ou des entreprises privées conjointes ou multinationales devraient aider à exploiter les ressources naturelles et partagées ou communes à plusieurs pays. Le mouvement des personnes, biens, services, capitaux devraient être d'avantage facilité à travers ces Communautés économiques régionales.
55. L'appartenance multiple permet de réduire le risque de se retrouver isolé comme l'est Sao Tomé et Príncipe actuellement. En effet, ce pays, qui n'appartient à aucune CER autre que la CEEAC, est isolé depuis l'entrée en hibernation de la CEEAC. L'appartenance multiple ne doit pas avoir d'effet négatif sur l'intégrité de l'Afrique Centrale dans l'espace de onze pays.
56. Il faudrait cependant reconnaître que l'appartenance multiple pose quelques problèmes techniques dans le cas où les CER seraient à différents stades d'intégration ou d'application de certains programmes. Dans le cas du Tarif extérieur commun (TEC), par exemple, différentes options pourraient être envisagées dont l'application

de la clause de la nation la plus favorisée, ce qui accélérerait la réalisation des objectifs de l'AEC.

Absence marquée de la sous-région dans les fora

57. Le constat doit être fait que l'absence de la sous-région dans les fora importants au niveau régional et international a eu un impact négatif sur l'image de cette dernière et sur la défense de ses intérêts. Une des conséquences a été que beaucoup d'institutions partenaires au développement de l'Afrique ont pris pour habitude de classer les pays de la sous-région d'Afrique Centrale dans les sous-régions attenantes. Une CEEAC rénovée devrait renverser cette tendance et organiser les Ambassades accréditées auprès des institutions partenaires en Europe et aux États Unis en groupe d'actions concertées et intégrées, d'initiatives, de négociations, de pression et d'intérêts pour la sous-région. L'activité de ces groupes devrait aider à changer l'image de l'Afrique et de rendre les relations avec ses partenaires plus équitables.
58. Une action effective dans les capitales Africaines (Abidjan, Abuja, Addis Abeba, Gaborone, Lusaka et Rabat) et internationale (Bruxelles, Genève, Londres, New York, Paris et Washington) en matière de diplomatie de l'intégration régionale et de développement est fortement recommandée. Cette diplomatie aiderait à entreprendre une évaluation sans complaisance de la coopération internationale en jugeant de la capacité des investissements effectués à générer des emplois. L'application de ce processus est encore plus souhaitable pour les pays de l'Afrique Centrale qui dit-on "découragent encore trop les investissements français ou internationaux" (Jeune Afrique No. 1976).
59. Dans le contexte de la mise en place d'une diplomatie de l'intégration en Afrique Centrale, des groupes rencontrés ont préconisé la création d'une antenne nationale dans chaque pays, avec un nombre réduit de fonctionnaires professionnels (un ou deux) de la Communauté non ressortissants qui pourraient être assistés de fonctionnaires de la Communauté recrutés localement. Ces dispositions semblent indispensables pour la mise sur pied d'une diplomatie de l'intégration régionale et de développement agissante, efficace et mobilisatrice. Ces antennes serviraient de liaison avec tous les partenaires de l'intégration résidents dans le pays et de représentation de toutes les institutions d'intégration régionale.

Stratégies et étapes de l'intégration régionale

60. La démarche orthodoxe de l'intégration consistant en étapes bien définies et établies est difficile à suivre dans le cas de l'Afrique et surtout dans la sous-région, compte tenu de la prolifération des institutions d'intégration et de l'appartenance de plusieurs pays à plus de deux ou trois CER, qui se trouvent à différentes étapes d'intégration. L'existence concomitante d'une Communauté monétaire et financière (FCFA) englobant plus de la moitié des pays de la sous-région et d'une Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale, CEMAC, alors que toutes les

conditions de marché commun ne sont pas remplies pour ces pays, rend difficile l'application de la théorie de l'intégration.

61. Par ailleurs, cinq éléments fondamentaux devraient inciter les Africains à ne pas s'attarder indéfiniment sur les débats concernant les procédures et les étapes théoriques de l'intégration. Il s'agit d'une volonté politique réelle ; de l'existence de nouvelles technologies de la communication, l'informatique et de télécommunication ; des nouveaux défis liés à la mondialisation ; de l'ampleur des crises socio-économiques du continent et la disparité dans les étapes de l'intégration des pays membres de la sous-région. Compte tenu de ce contexte et des objectifs visés, la stratégie de l'intégration régionale recommandée devrait être faite de flexibilité et de pragmatisme symbolisée par la méthode de géométrie variable. Ce qui permettrait de consolider les acquis en matière d'intégration de la sous-région, et de négocier l'extension de ces acquis selon les capacités des pays candidats à ladite extension, étant entendu que les pays de la première vague seraient fondés à formuler des conditions à l'entrée de nouveaux candidats. Dans ce cas de figure, il reviendrait donc à la CEEAC de servir d'intermédiaire et de s'offrir comme cadre de négociation, en d'autre terme, de se muer en institution stratégique. De toute évidence, la diplomatie de l'intégration régionale et de développement jouera un rôle important dans ces négociations.
62. Les mutations technologiques devraient surtout permettre de réduire le chemin critique pour la réalisation de la Communauté économique africaine telle que préconisée par le Traité d'Abuja. De nos discussions, il est apparu que non seulement la sous-région avait tout le potentiel pour rattraper son retard apparent dans l'intégration africaine, mais qu'elle détenait aussi la possibilité de devenir leader en la matière. La majorité des jeunes, femmes, opérateurs économiques, cadres et membres des gouvernements rencontrés par la mission circulaire dans les onze pays de la sous-région, semblaient tous conscients de ce fait. Beaucoup ambitionnaient de contribuer à la réalisation de cette mutation en Afrique Centrale.

Réforme dans les organes de décision des institutions d'intégration régionale

63. Il est recommandé que la Conférence de la CEEAC, constituée des onze pays de la zone, soit l'organe suprême de l'intégration régionale et des institutions d'intégration régionale en Afrique Centrale. Cette Conférence devrait se réunir autant de fois que nécessaire et au moins une fois par an en session ordinaire. Les Conférences statutaires au niveau des CESR (CEMAC, CEPGL) devraient être organisées en même temps que celle de la CEEAC pour assurer une synergie dans l'action, viser à une réduction des coûts d'organisation de pareilles réunions et maximiser l'impact des décisions prises et assurer une intégration à terme de ces Conférences.
64. Le Conseil de Ministres en charge de l'intégration régionale devrait inclure les Ministres chargés des Affaires étrangères ou des Relations extérieures et/ou de la Coopération internationale, du Développement économique et du Commerce. Les pays qui possèdent un Ministère de l'intégration continentale devraient inclure le Chef de ce département ministériel dans leur délégation. Le Comité des experts devrait être composé de la même manière.

65. La réforme du Bureau des organes de décision (Conférence, Conseil et Comité) est recommandée pour préserver une mémoire institutionnelle, et assurer un meilleur suivi et une représentativité plus grande de la CEEAC. Des périodicités rapprochées sont recommandées pour la tenue des réunions du Comité des experts, du Conseil des Ministres et de la Conférence. Dans le but de réduire leurs coûts, et d'accélérer l'intégration politique, humaine, physique, économique et monétaire de la sous-région, il serait souhaitable que ces rencontres soient dépouillées d'un excès de protocole. Une présence effective et fréquente des Chefs d'État dans les autres pays de la sous-région au cours des réunions et visites privées donnerait confiance aux populations de la sous-région et conforterait les autres partenaires de l'intégration et du développement (secteur privé et société civile) en symbolisant une prise de conscience politique et une détermination plus accrue de la part des plus hauts décideurs de la sous-région par rapport à la dynamique intégrative.
66. Il est recommandé que les bureaux de la Conférence, du Conseil et du Comité soient composés de six personnes. Son mandat serait de trois ans ou périodes. Sa composition serait comme suit :
- Président (pays hôte et Vice-Président sortant) ;
 - Vice-Président (Rapporteur sortant) ;
 - Rapporteur (membre) ;
 - Membre (membre) ;
 - Membre (membre), et
 - Membre (membre).

Réforme des institutions d'intégration régionale

67. Les institutions d'intégration régionale devraient être flexibles et performantes. Elles devraient se donner pour objectif majeur de susciter des synergies, des complémentarités et des alliances stratégiques pour impulser l'intégration de la sous-région. Une mise en cohérence progressive des mandats et responsabilités des CER et des OIG sectorielles faciliterait la marche ordonnée et intégrée de la sous-région vers la création d'une Communauté économique Africaine. Elles doivent être restructurées pour pouvoir financer des activités d'intégration et de développement sur fonds propres.
68. Elles devraient travailler en partenariat avec des opérateurs économiques, des organisations de société civile entre autres, pour faire avancer l'intégration régionale en Afrique Centrale sur la base d'une mobilisation des forces internes. Un partenariat devrait être développé entre États, pris individuellement et collectivement, à travers des institutions spécifiques d'intégration pour créer les conditions propices à l'intégration sous toutes ces formes.
69. Le secteur privé devrait être mobilisé pour développer l'intégration physique, économique et monétaire et la société civile devrait être, sollicitée pour inciter et mobiliser les populations à participer activement aux activités d'intégration surtout humaine. Les institutions déjà existantes devraient aider à assurer une meilleure

intégration de l'économie de la sous-région dans celle du monde par le biais d'un partenariat productif.

70. Pour assurer ces nouvelles fonctions, un minimum de réformes au sein des institutions d'intégration semble être nécessaire et urgent. Des objectifs suivants devraient être poursuivis avec détermination :

- Octroi d'une plus grande autonomie et indépendance aux responsables et experts des institutions d'intégration dans la gestion des institutions sous-régionales ;
- Sélection finale par les Chefs d'État du Secrétaire Général parmi trois à quatre candidats sur recommandation d'un Comité Ministériel de Sélection créée pour la circonstance par la Conférence ;
- Responsabilisation du Secrétariat Général de l'institution pour la recherche et la nomination de l'Adjoint et des Assistants du Secrétaire Général, des cadres et des services généraux selon des critères de compétence et d'équité (avec possibilité de leur licenciement par le Secrétaire Général pour incompétence et/ou insubordination prouvée) ;
- Établissement de quota pour chaque pays et application de la compétition pour le recrutement à l'intérieur de ces quotas et en respectant l'équité et la recherche pour la performance ;
- L'institution d'un statut de fonctionnaires de la Communauté et stimulation d'un esprit communautaire ;
- Révision des Règlements du Personnel des institutions d'intégration pour les rendre conformes aux nouvelles orientations et politiques du personnel ;
- Formation continue du personnel ;
- Application de standards rigoureux et impersonnels pour le recrutement et le renouvellement de contrat de tout membre du personnel par le biais d'évaluation de la performance et de loyauté ;
- Révision des grilles de salaires et avantages pour rendre attractive la fonction de fonctionnaires de la Communauté ;
- Institution d'un mécanisme de protection des membres du personnel contre les abus de leurs supérieurs hiérarchiques ;
- Mise sur pied d'un mécanisme autonome de financement de toutes les activités d'intégration dans l'espace de onze pays avec une fenêtre unique ouverte à la Banque Centrale du pays ;
- Instauration d'une politique d'affectation du budget à chaque institution d'intégration en fonction des critères suivants : pertinence du Programme et du Budget présenté et spécificité de la contribution de l'institution à l'intégration régionale ;
- Adoption du Programme et Budget tous les deux ans par un Comité de Programme et Budget de l'intégration régionale en Afrique Centrale (CPBIRAC), institution qui est à créer ;

- Faire contribuer les parlementaires nationaux à l'adoption du Programme et Budget des institutions d'intégration régionale en attendant la mise sur pied d'un parlement Africain prévu dans le Traité d'Abuja ;
- Utilisation de l'Internet et la messagerie électronique pour la gestion, la recherche et le développement ;
- Développement d'une politique agressive de communication, et de relations publiques, et
- Une sécurisation de la sous-région dans l'espace de onze pays sous toutes ces formes (paix, stabilité, sécurité des biens, services, investissements, personnes y compris les anciens dirigeants politiques).

Catégories d'institutions d'intégration régionale

71. Trois catégories d'institutions d'intégration régionale qui peuvent concourir de façon intégrée et harmonieuse à la formation de la Communauté économique africaine :

- Les Communautés économiques régionales ou CER avec une pour chacune des cinq sous-régions (CEEAC, CEDEAO, COMESA, SADC et UMA);
- La Communauté économique sous-régionale ou CESR avec comme exemple la CEMAC et la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) en Afrique Centrale, et
- Les Organisations intergouvernementales ou OIG avec comme exemple le Centre International des Civilisations Bantou (CICIBA), le Comité Régional des Pêches du Golfe de Guinée (COREP), Commission du bassin du Lac Tchad (CBLT), Organisation du bassin de la Kagera (OBK), Communauté économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques (CEBEVHIRA), Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique Centrale (OCEAC).

72. Les institutions d'intégration régionale devraient de manière concertée aider à développer une capacité d'initiatives, d'actions, d'interventions, de décisions et de négociations pour utiliser de façon optimale les immenses ressources de la sous-région en partenariat avec le reste du monde. Le développement du capital humain, la promotion d'un marché régional de capitaux, le renforcement des infrastructures économiques, l'utilisation des nouvelles technologies, la promotion du secteur privé surtout des petites et moyennes entreprises et des actions de société civile sont tous essentiels pour le développement de ces capacités et pour une croissance économique et un développement humain durable.

73. Il est suggéré que l'existence des CER et OIG soient fonction de leur efficience et de leur rentabilité. En d'autres termes, les CER pourraient continuer à coexister avec l'AEC aussi long temps qu'elles seraient perçues par les partenaires à l'intégration régionale comme rentables. Dans cette perspective, l'AEC devrait développer des capacités pour faire coopérer les CER entre elles à travers des alliances stratégiques.

Coopération régionale à travers les Organisations Intergouvernementales

74. Les OIG devraient être orientées, en particulier, pour renforcer la coopération sous-régionale, régionale ou africaine dans les domaines économiques, socioculturels et techniques et autour des projets intégrateurs bien précis, porteurs d'avantages clairs pour tous les partenaires impliqués. Elles devraient aider à accélérer le processus de l'intégration régionale par la mobilisation et la mise en commun des expériences et moyens des pays partenaires sur la base du volontariat pour l'exploitation des ressources naturelles ou socioculturelles transfrontalières partagées. Les OIG peuvent être satellites à une ou plusieurs CER.
75. L'action des OIG, autant que possible, devrait tendre à créer des opportunités d'affaires pour des petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux sous-régionaux et à dimension sous-régionale. Elles pourraient s'occuper aussi des activités dont la rentabilité financière n'est pas évidente mais jugée essentielles sur le plan social, environnemental ou sécuritaire. Toutes les fois que cela est possible, les activités des OIG devraient aboutir dans un temps limité à la création d'Unité communautaire spécialisée et autonome.
76. Ces institutions devraient être légères et adaptatives dans leur structure lorsque leur vocation est multiple. A la CEBEVHIRA, par exemple, il devrait être aisé de remplacer un poste de Zootechnicien par celui d'un Économiste d'élevage si les activités d'intégration des économies d'élevage des pays partenaires l'exigent.
77. Des discussions menées, il est apparu la nécessité d'avoir des OIG spécialisées et performantes pour la gestion et l'exploitation des ressources partagées du Golfe de Guinée. En effet, le Golfe est considéré comme une source potentielle de conflits futurs à l'intérieur des États et entre États de la sous-région. La création d'un cadre de concertation au niveau régional pour garantir et faciliter l'exploitation pacifique et mutuellement avantageuse de toutes les ressources du Golfe et de la sous-région est vivement recommandée.

Forum de concertation des institutions d'intégration régionale de l'Afrique Centrale

78. L'institution d'un Forum de concertation des institutions d'intégration régionale de l'Afrique Centrale (FCIIRAC) est recommandée pour permettre à ces institutions de se concerter régulièrement et pour rendre leur contribution au développement optimale à travers une intégration poussée de leurs stratégies, activités et programmes. Il est rappelé que la CEEAC rénovée devrait jouer un rôle catalyseur et mobilisateur des Communautés économiques sous-régionales (CEMAC et CEPGL et toute nouvelle CESR), des OIG, des chambres consulaires, des patronats, des secteurs publics et privés et des organisations de la société civile pour promouvoir et soutenir le processus d'intégration et de coopération en Afrique Centrale.
79. Dans le but de minimiser les duplications et les gaspillages de ressources, de maximiser l'utilisation des compétences et le développement des avantages

comparatifs et en conformité avec l'approche de consolidation des acquis sur l'intégration régionale dans la sous-région et leur extension vers d'autres pays de la sous-région selon leur capacité et volonté, des alliances stratégiques et modalités de partenariats et sous-traitances devraient être développées. C'est dans ce cadre que des alliances stratégiques et des contrats de sous-traitance devraient être initiés entre la CEEAC rénovée et des CESR, des OIG, des opérateurs économiques, des Universités et autres institutions de recherche et de développement et des bureaux d'étude privés et agréés pour faire avancer l'intégration dans la sous-région.

80. Ces alliances permettraient de choisir des CESR, des OIG et pays leaders dans des domaines précis. Par exemple, la CEMAC pourraient assumer le leadership dans les domaines de la coopération douanière, commerciale et monétaire tandis que l'Institut de Recherche Agricole et Zootechnique de la CEPGL pourraient assumer le leur dans le domaine de la recherche et le développement de l'agriculture. La CEEAC pourrait être précurseur et institution « stratégique » dans le domaine de la paix, de la sécurité et de la stabilité ainsi que dans les questions ayant trait à la gestion, la résolution et la prévention des conflits et le développement de l'intégration physique en Afrique Centrale ; l'Institut sous-régional de technologie appliquée (ISTA), l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA) pourraient prendre l'initiative dans les domaines du développement des capacités d'analyse, de la gestion et de la planification stratégique ; le COREP pourrait faire de même pour la pêche, le Centre International des Civilisations Bantu (CICIBA) pour la culture, et la CEBIVHIRA pour la commercialisation des produits de l'élevage dans la sous-région.
81. Des alliances stratégiques pour une plus grande implication des institutions de formation pour la recherche appliquée sur l'intégration régionale et le développement sont recommandées. En effet, les institutions de formation et de recherche Africaines ont un rôle important à jouer dans la recherche et le développement de l'intégration et le développement et le renforcement des capacités d'analyse. Une interaction continue entre les institutions de formation et de recherche Africaines et les développeurs devrait être suscitée, puis maintenue. Ces institutions devraient être la cause pour une recherche endogène fondamentale et appliquée sur la problématique de l'intégration régionale et le développement. Ceci aiderait à rendre l'intégration conforme aux exigences de développement du continent Africain et faire de l'intégration un véritable moteur de développement et d'indépendance économique et technologique dans un cadre dynamique.
82. Des alliances avec les institutions d'intégration régionales dans d'autres sous-régions Africaines devraient être envisagées. De telles alliances avec l'AEC, le Secrétariat conjoint BAD/CEA/OUA et les CDSR de l'Afrique Centrale, de l'Est et Australe sont à développer. Le Réseau d'échange entre les femmes de l'Afrique Centrale (RESEFAC) pourrait être utilisé comme un mécanisme approprié pour travailler en alliance stratégique avec les femmes. Dans le cadre de la coopération internationale, des alliances seraient envisagées avec des institutions d'intégration dans le reste du monde. Dans tous les cas, toutes les institutions d'intégration régionale devraient développer une politique agressive de communication entre elles, avec les organes de presse, les hommes d'affaires et les organisations de société civile.
83. Au sein du Forum, les institutions d'intégration régionale devraient chercher à mieux harmoniser leurs stratégies et intégrer leurs programmes. Elles discuteraient des programmes communs aux institutions tels que les salaires et les avantages ou le

règlement du personnel. Elles s'organiseraient pour mieux défendre leur droits, avantages et responsabilités.

Réforme des Statuts du Personnel des institutions d'intégration régionale

84. Une harmonisation des statuts du personnel en vue de créer une catégorie unique de fonctionnaires de la Communauté pour toutes les institutions régionales a été recommandée. Dans les institutions d'intégration régionale, les Responsables des Communautés économiques sous-régionales devraient être classés dans la catégorie de Secrétaire Général Adjoint et ceux des Organisations intergouvernementales sectorielles devraient être dans la catégorie de Secrétaire Général Assistant. Les Directeurs et le reste du personnel devraient être dans la même catégorie pour chacune des institutions régionales.

Financement de l'intégration et du développement

Il faut bien reconnaître qu'à long terme ce qui est nécessaire ce n'est pas tellement les investissements internationaux. Ils sont importants, mais ce qui est nécessaire c'est le développement de l'entrepreneuriat privé africain.

André Cracco,

Directeur adjoint pour l'Afrique de la SFI

Propos recueilli par Philippe Triang-Koné

JAE du 14 décembre 1998 au 3 janvier 1999.

85. Face aux crises de développement, l'Afrique n'a plus d'autre choix que de prendre en charge elle-même son développement à travers une véritable prise de conscience politique de toutes ses composantes sociales. Cela est possible et ne demande que davantage de courage et de détermination de la part des dirigeants de tous les secteurs impliqués.
86. Transformer les États de la sous-région et leur cent millions d'habitants en agents économiques et de développement performants, en une force de travail ayant un pouvoir de consommation adéquate : tel devrait être l'objectif à poursuivre. Le succès d'une telle stratégie exige le renforcement des capacités des agents économiques à tous les niveaux.
87. Rompre avec toute conditionnalité et intervention imposées à l'Afrique ou atténuer de manière significative leurs effets négatifs à travers l'action salutaire d'une diplomatie de l'intégration et du développement. Telle sera la stratégie qui créera les conditions suffisantes pour le développement humain durable dans la dignité. En outre, la mise

sur pied d'une Communauté financière pour la sous-région avec une monnaie régionale unique à gestion autonome aiderait à réaliser le potentiel de développement de l'Afrique.

88. L'adoption d'une politique d'investissements qui orienterait les investissements vers des secteurs productifs ou qui les rendrait productifs semblerait indispensable pour une réussite d'une pareille stratégie intégrative. Dans ce contexte, une restructuration des investissements est donc nécessaire. Une politique de promotion d'une nouvelle classe d'investisseurs, d'opérateurs économiques et de consommateurs dans la sous-région seraient à stimuler et poursuivre. En somme les conditions idoines devraient être créées pour que l'ensemble des forces de production, d'investissements et de consommation travaillent dans une synergie productrice de progrès et d'intégration.

"Southern Africa will have to consider forming a currency union if the region truly wants to develop its full economic potential," said HE Alec Erwin, the South African Trade Minister at a Trade and Investment Conference of SADC. He continued by indicating that "If we are serious about economic integration some form of currency and payments unification is going to have to come."
East African Standard, Wednesday December 2, 1998.

89. Les investissements envisagés devraient être générateurs d'emplois locaux et producteurs de revenus pouvant aider à apporter le maximum de valeur ajoutée aux matières premières et aux produits sous-régionaux. Ils devraient aider à générer plus de revenus pour le gouvernement à travers une fiscalité de développement, transparente et contraignante. Des investissements devraient prioritairement être réservés au secteur privé de la sous-région et tous devraient être ouverts au secteur privé et aux investisseurs locaux.
90. Les emplois publics aussi bien que privés devraient être suffisamment rémunérateurs pour soutenir un pouvoir d'achat et une consommation des ménages conséquents. Revaloriser substantiellement l'emploi des paysans et des fonctionnaires devrait faire partie de cet objectif. L'on pourrait envisager de prendre des mesures pour réprimer la fraude fiscale, la corruption et l'inefficacité dans le travail.

Mécanisme de financement autonome des institutions d'intégration régionale en Afrique Centrale

91. Les institutions d'intégration régionale, surtout la CEEAC, devraient se développer en institutions génératrices et redistributrices de revenus ainsi qu'en organes créateurs d'emplois directs et indirects. Un mécanisme de prélèvement direct passant par les Banques Centrales et non pas par les Trésors Publics serait préférable pour atteindre ces objectifs. Une seule fenêtre pour le financement des institutions d'intégration régionale serait ouverte à la Banque Centrale.
92. Le paiement pour les pays, qui sont en dehors de la zone FCFA, monnaie du pays siège, pourrait être fixé, par exemple, à 60% et les 40% restants en monnaie locale

pour être dépensés localement. Les dépenses locales seraient réservées au paiement des salaires de la Représentation diplomatique des institutions d'intégration régionale, les per diem pour les missions dans le pays et autres activités de développement. Pour les pays ayant le FCFA comme monnaie, il pourrait être envisagé le paiement d'une partie de contributions (40%) dans d'autres monnaies de la sous-région. L'on pourrait payer le salaire en FCFA plus une portion dans au moins une monnaie de la sous-région surtout dans le cas des fonctionnaires des zones hors FCFA.

93. Dans ce contexte, la mission recommande la conduite d'une étude sur le financement de l'intégration régionale et du développement et sur le mécanisme autonome de financement du fonctionnement des institutions d'intégration régionale. Des réunions pourraient être organisées pour étudier un tel rapport.

Fonds de reconstruction et d'affectation spéciale

94. La gestion des fonds pour l'intégration et le développement pourrait se faire à travers le Fonds de reconstruction et d'affectation spéciale de l'Afrique Centrale (FRASAC). Ce Fonds pourrait, par exemple, financer et soutenir le développement accéléré des zones de pauvreté, subventionner les activités de production, de commerce et de consommation ou de programmes d'urgence et de réinsertion des déplacés dans les cas de conflits ou de calamités naturelles. Il pourrait financer également le Forum de l'intégration régionale ainsi qu'une Foire commerciale régionale. La gestion du Fonds devrait être autonome.

Forum de l'intégration régionale en Afrique Centrale

95. Le Forum de l'intégration régionale en Afrique Centrale (FIRAC) devrait de manière plus concrète, aider à renforcer l'intégration physique, économique et monétaire au niveau sous-régional, régional et international par l'organisation des rencontres d'affaires autour de projets d'investissements. Ce Forum devrait aider à commercialiser des projets de dimension et à l'échelle régionales pour une plus grande intégration des économies de la sous-région et une plus grande ouverture des opportunités d'investissements au secteur privé et investisseurs locaux. Les entreprises à privatiser pourraient être présentées à ce Forum.
96. Le Forum envisagé devrait servir de cadre permanent de concertation pour les hommes d'affaires et d'échange d'information et d'expérience. Un Secrétariat permanent devrait être mis en place par les hommes d'affaires et un point focal sera établi à la CEEAC.

Foire commerciale régionale en Afrique Centrale

97. La Foire commerciale régionale en Afrique Centrale (FCRAC) devrait aider également à renforcer l'intégration physique, économique et monétaire par l'organisation de rencontres commerciales. Ces foires devraient aider à stimuler la consommation des produits fabriqués localement.

Réforme des Traités des institutions d'intégration régionale d'Afrique Centrale

98. Les Traités en vigueur dans la sous-région devraient être révisés pour les rendre conformes aux exigences de la régionalisation et de la mondialisation. L'on pourrait ambitionner de rédiger un Traité pour l'intégration régionale en Afrique Centrale qui gouvernerait le fonctionnement de toutes les institutions d'intégration régionale. Ceci nous semble une idée à explorer. Un tel document devrait être suffisamment flexible pour éviter des modifications trop fréquentes susceptibles d'engendrer des conflits d'interprétation.

Programme de redynamisation de l'intégration régionale, de relance des institutions d'intégration régionale et de rénovation de la CEEAC, 1999-2001

99. Il est recommandé un programme de relance des institutions d'intégration régionale et de rénovation de la CEEAC pour une période de trois ans dans le but d'aider à la mise en place de structures d'intégration crédibles et répondant aux exigences de la nouvelle vision esquissée dans ce rapport. Cette phase devrait permettre de préparer tous les textes et toutes les modalités d'application concernant les institutions d'intégration régionale. Elle devrait permettre la mise en œuvre d'un nombre limité d'activités opérationnelles à définir dans un Programme et Budget pour la période 2000-2001. Ce Programme et Budget devraient être préparé en 1999. En 1999, la situation financière et des arriérés devrait être établie. Les arriérés nets de contributions devraient être collectés pour assurer une redynamisation de l'intégration régionale, la relance des institutions d'intégration régionale et la rénovation de la CEEAC sur une base solide et autonome.
100. Pendant cette période de trois ans, la CEEAC prendrait graduellement sa forme renouvelée qu'elle épouserait définitivement vers la fin de la troisième année. Trois Départements sont proposés pour la CEEAC renouvelée. Chaque Département devrait avoir à sa tête un Secrétaire Général Assistant. Il est proposé également un seul poste d'Adjoint au Secrétaire Général.
101. Les Départements proposés sont :
 - Département du Programme, Budget, Administration et des Ressources Humaines ;

- Département de l'Intégration Physique, Économique et Monétaire, et
 - Département de l'Intégration Humaine, de la Paix, la Sécurité et la Stabilité.
102. Cette phase de transition pour la CEEAC est rendue nécessaire car les postes ont été repartis par la Conférence en février 1998. Beaucoup de Directeurs ont déjà été nommés avant la réalisation de l'assistance demandée à la CEA. Il est recommandé d'organiser le personnel, ainsi, nommé en Groupes de Travail sous la direction de trois Adjoints au Secrétaire Général et sous la supervision immédiate de Chefs de Groupes ou Directeurs. Ces arrangements concernent la phase de transition.
 103. Pendant la période de transition, il est recommandé de placer à la tête de chaque Département un Adjoint au lieu d'un Assistant au Secrétaire Général. Il est donc proposé un troisième poste en plus des deux postes d'Adjoint au Secrétaire Général alloués au Cameroun et à la République Démocratique du Congo et pendant la Conférence de Février 1998.
 104. Le personnel mettra en œuvre le Programme de relance des institutions d'intégration régionale et de rénovation de la CEEAC. Ce programme fait l'objet d'un autre document. Cette équipe pourrait travailler en partenariat étroit avec le CDSR-AC, le secrétariat conjoint OAU/BAD/CEA/PNUD/CER.
 105. La capacité de cette équipe pourrait être renforcée par un Projet d'assistance technique de trois ans à exécuter par le Centre en association avec le PASU de l'O.U.A. Le Projet d'assistance, qui fait l'objet d'un autre document, réponds bien à l'esprit de la nouvelle formule de partenariat recommandée par le Président du Groupe de la Banque mondiale comme préconisé par ce dernier dans son allocution reproduite dans le Boxe 1. Ce Projet aiderait à créer les conditions pour réussir dans un des domaines de concentration définis pour l'intégration. En effet, selon le Président du Groupe « nous devons axer notre action sur les transformations institutionnelles et structurelles nécessaires pour assurer la reprise et un développement durable ». La réalisation de cet objectif pose comme condition majeure, le renforcement des capacités des Africains à piloter ces transformations (Boxe 4).
 106. Dans le projet, un accent particulier est mis sur le développement des capacités institutionnelles dans les domaines de l'analyse pour rendre transparente, quantitative et opérationnelle l'information économique et optimiser la décision au sein des CER en faveur de l'intégration et du développement. Dans ce nouveau contexte, les CER, à leur tour, aideront à transférer dans les pays cette capacité pour mieux maîtriser le processus de développement et pour le rendre transparent.

Boîte 4

Monsieur le Président, nous devons soulager ces souffrances.

Nous devons voir plus loin que la stabilisation financière. Nous devons nous attaquer aux questions de croissance équitable à long terme qui conditionnent la prospérité et le progrès de l'humanité. Nous devons axer notre action sur les transformations institutionnelles et structurelles nécessaires pour assurer la reprise et un développement durable. Nous devons nous attaquer aux questions sociales.

Nous devons faire tout cela, car si nous n'avons pas les moyens de faire face aux situations d'urgence sociales, si nous n'avons pas de dessein à plus long terme pour mettre en place des institutions fortes, si l'équité et la justice sociale restent de vains mots, nous n'aurons pas de stabilité politique, et sans stabilité politique, tout l'argent fourni dans tous les montages financiers imaginables sera impuissant à nous assurer la stabilité financière.

C'est pourquoi, à la Banque, nous nous efforçons de mettre en œuvre les mesures à court et à long terme indispensables à la reprise d'une croissance durable.

.....

Ce faisant, Monsieur le Président, nous avons appris que, s'il est essentiel à tous égards d'élaborer des plans macro-économiques bien adaptés, assortis de politiques budgétaires et monétaires efficaces, les plans financiers ne suffisent pas.

Nous avons appris que, lorsque nous demandons aux gouvernements de prendre des mesures douloureuses pour mettre leur économie en ordre, nous risquons de susciter des tensions terribles. C'est la population qui souffre, pas le gouvernement.

Quand nous redressons les déséquilibres budgétaires, nous devons savoir que des programmes qui permettent aux enfants d'aller à l'école vont peut-être disparaître, que des programmes de soins de santé pour les plus démunis vont peut-être disparaître, que des petites et moyennes entreprises, qui fournissent un revenu à leur propriétaire et des emplois à beaucoup de gens, vont peut-être se trouver à court de crédit et faire faillite.

Nous avons appris, Monsieur le Président, qu'il faut trouver un juste milieu. Nous devons considérer à la fois les aspects financiers, institutionnels et sociaux. Nous devons mener un débat où les chiffres n'auront pas plus de poids que les êtres humains, où il faut trouver un moyen terme entre les réformes souvent radicales qui s'imposent et la protection des intérêts des pauvres. Alors, nous trouverons des solutions durables. Alors, nous aurons à nos côtés la communauté financière internationale et les populations locales.

L'Autre crise

Discours prononcé devant le Conseil des Gouverneurs
par James D. Wolfensohn
Président du Groupe de la Banque mondiale
Washington, 6 octobre 1998

Relance et rénovation de la CEEAC

107. L'analyse du passé enseigne que la CEEAC doit être une structure qui corresponde au besoin de changement et de stratégie évolutive. Il faudrait tout faire pour éviter qu'elle ne s'enlise et ne se politise au point de constituer elle-même un obstacle majeur à l'intégration dans son ensemble.
108. La structure proposée est marquée du sceau de la simplicité. Elle est conçue pour être compréhensible à tous, stable à la base et fluide dans son fonctionnement. Elle devrait être, cependant, flexible à la périphérie pour permettre l'adoption sans heurts de changements répondant à des nouvelles exigences et opportunités. La structure doit encourager l'autonomie, stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation au niveau des experts tout en assurant une direction centrale forte et en phase avec les directives des organes de décision.
109. La CEEAC doit être une organisation stratégique possédant une compétence distincte au sein de l'ensemble des institutions d'intégration de l'Afrique Centrale. Cela exige un leadership confirmé et un talent technique au niveau de l'Adjoint et des Secrétaire Général Assistants et des experts. Des normes de performance élevée et une politique conséquente de récompense de performance devraient être prévues.
110. La conception et l'exécution des réformes dans la structure de la CEEAC devraient ressortir de la compétence du Secrétaire Général. Cependant les implications financières des réformes devraient être soumises au Comité de Programme et Budget de l'intégration régionale en Afrique Centrale pour approbation.
111. De l'avis de la mission, la clé du succès d'une organisation entreprenante, flexible et particulièrement imaginative réside dans sa petite taille et dans l'autonomie de sa gestion. Cette petite taille peut être accomplie en profitant des nouvelles mutations technologiques qui devraient permettre l'instauration du télétravail surtout dans le domaine de la traduction et l'utilisation de la messagerie électronique pour des listes de discussion, des téléconférences et la formation à distance. Par ailleurs, la CEEAC devrait travailler en alliances stratégiques avec la CEMAC, la CEPGL, les OIGs sectorielles, et en sous-traitance avec les bureaux d'étude, veuille à faciliter les interventions du secteur privé dans les projets intégrateurs porteurs et mobiliser les organisations de société civile autour des actions communautaires pour un développement durable et auto entretenu.

Organigramme de base de la CEEAC rénovée

112. Il est proposé comme structure de base pour la CEEAC rénovée, la création d'un Bureau du Secrétaire Général, de trois Départements à placer sous la direction d'un Secrétaire Général Assistant et de sept Divisions à mettre sous la supervision d'un Directeur. Le Secrétaire Général sera assisté par un Adjoint.

113. Le nombre de postes d'experts sur budget régulier sera fonction des activités à entreprendre. Cependant, il est proposé pour considération un certain nombre de postes dans chaque Département et au niveau du Bureau du Secrétaire Général. Un nombre limité (cinq) de postes flottants (Conseillers Régionaux) et de haut niveau est proposé pour donner une latitude au Secrétaire Général dans l'utilisation d'une expertise particulière et additionnelle par rapport aux postes réguliers. Ces Conseillers peuvent également apporter une assistance technique aux États membres. En effet, la CEEAC renouvée doit développer une capacité institutionnelle de conseil technique à fournir aux États membres désireux d'utiliser ses services.

Bureau du Secrétaire Général

- Secrétaire Général ;
- Un Secrétaire Général Adjoint ;
- Trois Secrétaire Général Assistants ;
- Assistant Administratif principal du Bureau du Secrétaire Général ;
- Assistant Spécial du Secrétaire Général ;
- Expert principal chargé des Relations publiques et de la communication ;
- Expert principal chargé des Affaires juridiques ;
- Expert principal chargé des relations avec les Parlements et les représentations diplomatiques de l'intégration régionale et du développement ;
- Expert principal chargé du Forum de concertation des Organisations intergouvernementales de l'Afrique Centrale ;
- Expert principal chargé de l'audit interne ;
- Groupe de Conseillers Régionaux ;
- Secrétaire particulier du Secrétaire Général ;
- Secrétaire particulier du Secrétaire Général Adjoint ;
- Secrétaires du Bureau du Secrétaire Général ;

Département du Programme, Budget, Administration et des Ressources Humaines

- Secrétaire Général Assistant (Chef du Département) ;
- Expert principal chargé du Fonds de reconstruction et d'affectation spéciale ;
- Assistant Administratif principal ;
- Secrétaire particulier du Secrétaire Général Assistant ;
- Secrétaire ;

Division de la Programmation, Suivi et Évaluation

- Directeur de Division ;
- Expert principal chargé de la Programmation ;
- Experts chargés de la Programmation ;

- Expert principal chargé du Suivi et de l'Évaluation ;
- Experts chargés du Suivi ;
- Experts chargés de l'évaluation ;
- Expert principal chargé de la mobilisation des ressources ;

Division du Budget et Finance

- Directeur de Division ;
- Expert principal en Budget ;
- Expert principal Finance ;
- Experts associés en Budget ;
- Experts associés en Finance ;

Division de l'Administration et des Ressources Humaines

- Directeur de Division ;
- Expert principal en administration ;
- Experts chargés des services de Conférence ;
- Expert principal en ressources humaines ;
- Experts chargés du développement des ressources humaines ;
- Experts chargés des services du personnel ;
- Experts associés en ressources humaines ;
- Expert principal chargé des Services Généraux ;
- Experts associés chargés des Services Généraux ;
- Expert principal chargé des Services Informatiques ;
- Experts associés chargés des Services Informatiques.

Département de l'Intégration Physique, Économique et Monétaire

- Secrétaire Général Assistant (Chef du Département) ;
- Expert principal chargé du Forum d'intégration régionale et internationale ;
- Expert principal chargé des Foires commerciales régionales et internationales ;
- Assistant Administratif principal ;
- Secrétaire particulier du Secrétaire Général Assistant ;
- Secrétaire ;

Division de la Gestion et de la Planification Stratégique

- Directeur de Division ;
- Économistes principaux ;
- Expert principal chargé du Réseau des experts en intégration régionale ;
- Économistes ;

- Économistes associés ;
- Assistant de recherche principal ;
- Assistants de recherche ;

Division de l'Intégration Physique, Économique et Monétaire

- Directeur de Division ;
- Expert principal en Transport ;
- Expert principal en Commerce ;
- Expert principal en Industrie ;
- Expert principal en Sécurité Alimentaire ;
- Expert principal en Monnaie et Finance ;
- Experts principaux sectoriels ;
- Experts sectoriels ;
- Experts associés ;
- Assistant de recherche principal ;
- Assistants de recherche ;

Département de l'Intégration Humaine, de la Paix, la Sécurité et la Stabilité

- Secrétaire Général Assistant (Chef du Département) ;
- Expert principal chargé des Organisations de la Société Civile ;
- Assistant Administratif principal ;
- Secrétaire particulier du Secrétaire Général Assistant ;
- Secrétaire ;

Division de la Paix, Stabilité et Sécurité

- Directeur de Division ;
- Expert principal chargé des services d'alerte rapide et de l'information pour la sécurité ;
- Conseillers militaires ;
- Conseillers en sécurité ;
- Conseillers juridiques ;
- Conseillers en négociation ;
- Conseillers ;
- Assistant principal de recherche ;
- Assistants de recherche ;

Division du Développement Humain Durable

- Directeur de Division ;
- Expert principal en intégration et femme ;
- Expert principal en intégration et jeunesse ;
- Expert principal en développement durable ;
- Expert principal chargé des services d'alerte rapide et de l'information pour la sécurité civile ;
- Expert principal en Institutions chargé des relations avec les organisations de la société civile ;
- Experts ;
- Experts associés ;
- Assistant principal de recherche ;
- Assistants de recherche.

114. Il est prévu une secrétaire par Directeur de Division. Pour chaque Division, il est recommandé une autre secrétaire pour les experts et une au plus pour chaque groupe de quatre à six experts. Tout le personnel doit être à mesure d'utiliser les ordinateurs et les logiciels courants de traitement de texte, de données, d'information et de communication.

Conclusions et recommandations

Soyons réalistes et prévoyants, faisons preuve de courage, raisonnons à l'échelle mondiale pour décider de l'allocation de nos ressources, et nous pourrons laisser à nos enfants un monde plus pacifique et plus juste. Un monde où la pauvreté et la souffrance seront moins répandues. Un monde où tous les enfants auront des raisons d'espérer.

Un rêve ? Non, un devoir.

L'Autre crise

Discours prononcé devant le Conseil des Gouverneurs
par James D. Wolfensohn
Président du Groupe de la Banque mondiale
Washington, 6 octobre 1998

115. Des consultations avec les acteurs et bénéficiaires de développement dans les onze pays et de l'analyse avec eux des enjeux de développement, de l'intégration et de la mondialisation, il ressort clairement et sans ambiguïté que l'Afrique devrait se ressaisir pour reprendre le gouvernail de son développement. En effet, de façon erronée, beaucoup de personnes rencontrées croient que le sursaut pour l'intégration régionale en Afrique Centrale et l'impulsion pour relancer la CEEAC ont leur origine dans le premier sommet des Chefs d'État et de Gouvernement des ACP tenu à Libreville en novembre 1997 où l'Union Européenne a recommandé l'intégration régionale au sein des ACP.
116. Dans ces conditions, il devient difficile de mobiliser toutes les énergies pour soutenir la volonté déclarée des Chefs d'État et de Gouvernement. Cependant la mission s'est appliquée à convaincre ses différents auditoires que le choix des Chefs d'État et de Gouvernement est le plus judicieux pour l'Afrique à l'aube du XXI^e siècle. Ce plaidoyer a favorisé la participation et la mobilisation des acteurs et bénéficiaires de développement. Ces rencontres ont aidé à la définition d'une nouvelle ambition pour l'Afrique sous le troisième millénaire ; à l'élaboration d'une vision commune pour l'intégration régionale à l'ère de la mondialisation, et à la mise sur pied de conditions d'une nouvelle et véritable impulsion pour le développement et l'intégration régionale à l'aube du troisième millénaire.

117. La nouvelle ambition, présentée dans les pages précédentes, est de faire du troisième millénaire celui du continent Africain et de donner ainsi aux populations Africaines plus d'espoir en entrant dans le millénaire. La vision commune est partagée est de faire de l'intégration régionale le moteur de développement au niveau national tout en transformant celle-ci en un puissant ressort pour affronter la mondialisation dans des conditions mutuellement avantageuses. Le succès de l'intégration régionale, transformerait notre continent au troisième millénaire, en un endroit où il ferait bon vivre.
118. Les conditions nécessaires et suffisantes pour une pareille impulsion ont été identifiées et discutées. Rendre la sécurité et la stabilité des institutions au niveau national et sous-régional aux populations à travers leurs représentants (parlementaires) semble être la pré-condition pour toute impulsion. Le véritable programme de relance identifié sur le terrain et à la lecture de l'environnement international a comme finalité première la restauration de la confiance entre citoyens nationaux, populations transnationales et entre gouvernants et populations pour impulser le développement dans un cadre régional. Les conditions seront ainsi créées pour le développement et le maintien d'un environnement propice pour libérer continuellement les énergies des populations Africaines pour assurer le développement de l'Afrique et l'épanouissement de toutes les populations.
119. L'Afrique est riche en ressources humaines et naturelles et la sous-région de Afrique centrale est reconnue comme l'une des plus riches du monde. La coexistence, en Afrique centrale, de la richesse abondante et de la pauvreté aiguë, donc l'identification de l'exclusion économique, justifie la naissance et le maintien des conflits de toutes sortes, de l'insécurité et de l'instabilité.
120. Afin de renverser la tendance actuelle et de créer des conditions probantes pour une impulsion soutenue et auto-entretenu, une série de réformes sont recommandées à l'attention de l'adoption de la Conférence de 1999. Ces réformes devront aider à :
- Faire de l'intégration humaine, à l'échelle régionale, la priorité et l'activité centrale de tout État ;
 - Revaloriser les valeurs sociales et retrouver la dignité et la confiance en soi-même ;
 - Changer les attitudes et les mentalités pour prendre en main la commande des programmes de développement au niveau national et dans le cadre de l'intégration régionale et d'un partenariat international mutuellement avantageux ;
 - Favoriser l'émergence d'une classe d'hommes d'affaires régionaux, dynamiques, honnêtes et capables de piloter l'intégration économique et physique et de soutenir, à travers une fiscalité de développement transparente, pour permettre aux États d'accomplir effectivement leurs fonctions régaliennes, et
 - Fixer comme objectif à l'échelle régionale le plein emploi et la re-évaluation de l'auto-emploi et de l'emploi salarié pour transformer les populations en force de travail bien formée et en source de production, de consommation, d'investissements et de revenus fiscaux.

121. Les réformes à mener devraient donc être centrées sur :

- La restructuration des relations internationales entre l'Afrique et le reste du monde en partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale. Le Groupe recommande un " partenariat de développement dirigé par les gouvernements et les parlementaires nationaux, avec l'appui de la société civile, et le concours du secteur privé local et international, et les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ... dans le cadre duquel nous, membres de la communauté des bailleurs de fonds, devons apprendre à former une vraie équipe et à laisser d'autres que nous prendre la direction des opérations. ... Cessons de défendre des chasses gardées" (Boîte 1). Dans cet esprit, il conviendrait de rompre avec l'assistanat et d'abandonner les programmes d'ajustements structurels tels qu'appliqués sous leur forme orthodoxe actuelle. De même, il convient de souligner l'urgence de la prise en main de la gestion totale du FCFA par les six pays membres qui permettrait d'envisager son extension aux autres États de la sous-région pour qu'elle serve de véritable instrument de développement et d'intégration. Des négociations sur l'origine et l'utilisation des prêts pour mieux situer les responsabilités des uns et des autres devraient être ouvertes pour trouver une solution définitive et équitable au problème de la dette. Simultanément, des négociations devraient commencer sur une compensation effective des pays Africains suite à l'utilisation de ses populations à travers des guerres de pays étrangers et l'esclavage. Ces deux négociations devraient être liées ;
- La restructuration des investissements en Afrique devrait être menée pour redéfinir la place et la portée des investissements étrangers et du secteur privé expatrié dans le développement. Les investissements doivent être re-orientés pour aider à assurer le plein emploi, favoriser l'émergence de la nouvelle classe d'hommes d'affaires ; et permettre une plus grande valorisation des matières et des ressources humaines par une plus grande transformation locale des matières premières à l'échelle régionale. Un Forum de l'intégration régionale est recommandé pour servir de cadre d'affaires ;
- La restructuration des échanges entre l'Afrique et le reste du monde pour rendre la structure des importations et des exportations conforme à la politique de plein emploi, d'une plus grande valorisation des ressources humaines et naturelles et d'une plus large consommation des produits faits localement. Une Foire commerciale en Afrique Centrale est recommandée pour servir de cadre d'affaires ;
- La restructuration des relations entre pays de la sous-région dans le but de redynamiser l'intégration régionale, de relancer les institutions d'intégration régionale et de rénover la CEEAC pour les rendre conforme à l'ambition, la vision commune et les impératifs d'un développement largement – mais non exclusivement – endogène et auto entretenu ;
- La restructuration des institutions d'intégration régionale pour les rendre encore plus performantes et les faire travailler en coopération stratégique pour minimiser les double emplois et le gaspillage des ressources. L'ouverture d'une fenêtre à la Banque Centrale pour collecter les ressources destinées au financement de toutes les activités d'intégration régionale y compris le fonctionnement des institutions d'intégration a été préconisée. Les modalités

un développement humain durable en Afrique devrait être le partenariat à développer entre les dirigeants et leurs populations, à l'aube du troisième millénaire : Tel pourrait être le devoir de tous en Afrique et au-delà. A travers l'intégration et la coopération internationales réussies, l'on pourrait répartir les ressources à l'échelle mondiale pour "laisser à nos enfants un monde plus pacifique et plus juste. Un monde où la pauvreté et la souffrance seront moins répandues. Un monde où tous les enfants auront des raisons d'espérer" (Wolfensohn, 1998).

125. Compte tenu des extraordinaires ressources de toute nature dont recèle l'Afrique Centrale, ce rêve peut être transformé en réalité, si la détermination, l'endurance et la confiance en l'Afrique, mère patrie, sont au rendez-vous.